

Marcourt n'a pas de religion sur le futur de L'Avenir

Mardi en commission des médias du Parlement de la Communauté française, le ministre Jean-Claude Marcourt (PS) a été longuement interrogé sur le dossier des Editions de L'Avenir. Détenues par l'intercommunale Nethys, l'éditeur du quotidien L'Avenir est en difficultés. On le sait, la rumeur le marie à Sudpresse, pôle de presse régionale du groupe Rossel. Motif: leur complémentarité régionale. Le week-end dernier Bernard Marchant, patron de Rossel, avait démenti pareil scénario.

Il n'empêche, craignant l'atteinte au pluralisme qu'entraînerait pareil rapprochement, le politique s'inquiète. Au point qu'il y a une semaine, des députés MR, PS, Ecolo et cdH ont lancé l'idée d'un mécanisme de portage financier par la Région wallonne à travers la SRIW visant à racheter les parts de Nethys dans L'Avenir. Ensuite, la Région wallonne, toujours à travers la SRIW, se chargerait de trouver un nouvel actionnaire pour le journal. Le ministre de l'Economie Pierre-Yves Jeholet (MR) s'est dit prêt à soutenir ce scénario mais averti que cette solution

devait être temporaire.

Mardi matin, Jean-Claude Marcourt a indiqué qu'il n'avait pas de religion sur la question: «*Quel que soit le cas de figure il faut que l'avenir éditorial et social des Editions de L'Avenir soit garanti et que le pluralisme soit préservé.*» Il a cependant noté qu'en France il n'existait plus qu'un titre de presse régionale par région.

Se basant sur l'étude sur la presse quotidienne commandée il y a trois ans à McKinsey, le ministre a plaidé une fois encore pour des synergies entre titres de presse, comme l'imprimerie afin d'améliorer la situation financière des éditeurs.

«Il faut que l'avenir éditorial et social de L'Avenir soit garanti.»

JEAN-CLAUDE MARCOURT

MINISTRE DES MEDIAS

Celle des Editions de L'Avenir se dégrade depuis deux ans. Sa perte atteignait plus de 500.000 euros en 2016 et devrait doubler cette année. Aussi, sollicité par le député MR Oli-

vier Maroy, Jean-Claude Marcourt n'a pas écarté l'idée, dans le cadre du chantier de la révision du décret sur les aides de la presse écrite, d'augmenter ces dernières. Celles-ci s'élèvent à 7,9 millions cette année. Elles avaient été instaurées à l'époque pour compenser l'arrivée de la publicité à la RTBF. Mais aujourd'hui, l'ennemi a changé: ce sont les Gafa, qui pompent les recettes pub des journaux.

J.-F. S.